

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Administrative
Rue Pierre Bonnard
CS87564
64000 Pau

Pau, le 17/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARYSTA LIFESCIENCE

Route d'Artix
B.P. N 80
64150 Noguères

Références : DREAL/2025D/10425
Code AIOT : 0005202726

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/09/2025 dans l'établissement ARYSTA LIFESCIENCE implanté Route d'Artix B.P. N° 80 64150 Noguères. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARYSTA LIFESCIENCE
- Route d'Artix B.P. N° 80 64150 Noguères
- Code AIOT : 0005202726
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Arysta est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de NOGUERES (64150), des installations de formulation et de stockage de produits phytosanitaires dont des substances toxiques et très toxiques.

Compte tenu des capacités de stockage et de fabrication du site, l'établissement est soumis à autorisation et est classée SEVESO seuil haut et IED.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 08/10/2014, article 4.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Autosurveillance des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 01/03/2017, article 4	Demande d'action corrective	3 mois
3	Autosurveillance de la qualité des eaux des bassins	Arrêté Préfectoral du 01/03/2017, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
4	Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets	Arrêté Préfectoral du 01/03/2017, article 3.7	Demande d'action corrective	3 mois
5	Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet	Arrêté Préfectoral du 01/03/2017, article 3.8	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection, menée le 09/09/2025 chez ARYSTA LIFESCIENCE, avait pour thème principal l'autosurveillance des rejets aqueux et le respect des valeurs limites. Bien que les données d'autosurveillance de novembre 2023 à octobre 2025 n'aient révélé aucun dépassement des valeurs limites d'émission, l'inspection a identifié des prescriptions inadaptées et des lacunes méthodologiques concernant la surveillance, la documentation et le suivi des prélèvements d'eau et des rejets.

Les principales demandes formulées à l'exploitant à la suite des constats sont les suivantes :

- Justification des prélèvements d'eau : Justifier le respect du débit journalier maximal autorisé pour le prélèvement d'eau sur le réseau public d'eau potable ;
- Surveillance des produits phytosanitaires (Rejet n°1) : Proposer et mettre en œuvre une méthodologie d'analyse des produits phytosanitaires adaptée aux fabrications récentes, en remplacement de l'approche par liste fixée actuellement pour le point de rejet n°1.
- Ajustement de la surveillance trimestrielle : Formaliser une demande motivée d'optimisation de la liste des substances surveillées, justifiant notamment de l'abandon de la surveillance de certaines substances durablement non relevées ;
- Mise à jour réglementaire : Solliciter la modification de l'article 3.8 de l'arrêté préfectoral afin de mettre en conformité les valeurs limites d'émission du site avec la réglementation ICPE applicable (Articles 32 et 33 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 modifié).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2014, article 4.1.2			
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux			
Prescription contrôlée : Les prélèvements d’eau directs dans le milieu qui ne s’avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, ne sont pas autorisés. Sont autorisées les approvisionnements suivants :			
Origine de la ressource	Utilisation	Consommation maximale annuelle	Débit journalier maximal
Réseau public d’eau potable	Eaux process	15 000 m³	100 m³
	Eaux sanitaires	4 200 m³	21 m³
Constats : L’article 4.1.2 de l’arrêté préfectoral du 08/10/2014 distingue les eaux de process et les eaux sanitaires. Lors de l’inspection, l’exploitant a indiqué que les consommations d’eau sont suivies par comptage à l’échelle des bâtiments ou ateliers. Les consommations des bâtiments de production et des magasins sont affectées à la catégorie « eaux de process », tandis que celles du bâtiment administratif et du réfectoire sont affectées aux « eaux sanitaires ». L’analyse des déclarations GEREPE révèle des consommations totales de 7 028 m³ en 2023 et de 6 000 m³ en 2024, des niveaux largement inférieurs aux volumes annuels autorisés. Le niveau de consommation pour 2025 apparaît cohérent avec ces valeurs.			

Le respect des limites journalières maximales fixées par l'arrêté préfectoral n'a pas été évoqué lors de l'inspection. Les différents points d'alimentation en eau doivent être équipés d'un dispositif de mesure totalisateur conformément à l'article 4.1.1. de l'arrêté préfectoral du 08/10/2014. Ainsi, l'inspection demande à l'exploitant de justifier, sous trois mois, le respect du débit journalier maximal de prélèvement sur le réseau public d'eau potable pour l'année 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous trois mois, l'exploitant justifie le respect du débit journalier maximal de prélèvement sur le réseau public d'eau potable pour l'année 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Autosurveillance des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2017, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre un programme d'autosurveillance au niveau de ses deux points de rejets d'effluents aqueux. Les paramètres analysés ainsi que les fréquences d'analyse sont fixés dans le tableau ci-dessous :

Paramètres	Au point de rejet n°1 (effluent du 3.1.a)	Au point de rejet n°2 (eaux pluviales du parking)
Débit / Volume	En continu	Mensuelle
Hydrocarbures totaux	4/an	Mensuelle
MES	4/an	Mensuelle
pH	En continu	-
DCO	En continu	-
DBO5	4/an	-

Azote total	4/an	-
Phosphore total	4/an	-
Zinc	4/an	-
Produits phytosanitaires susceptibles d'être présents dans l'effluent compte tenu des fabrications de l'établissement dans les semaines précédant l'analyse	À chaque rejet	

[...] Les résultats de ces déterminations, commentés en tant que de besoin, sont consignés sur un registre éventuellement informatisé, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. De plus ils sont transmis à l'inspection des installations classées par voie électronique avant la fin du mois N+1 sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet.

Constats :

Le contrôle de cette prescription s'appuie sur l'examen des déclarations GIDAF de l'exploitant pour la période novembre 2023 à octobre 2025, ainsi que sur ses tableaux de suivi internes pour les années 2023 à 2025. Les rapports de mesures étaient disponibles mais n'ont pas fait l'objet d'une consultation lors de cette inspection.

Point de rejet n°1 :

Le fonctionnement par bachée du rejet n°1 rend techniquement inadaptée la prescription de mesures "en continu" pour les paramètres pH et DCO. Dans ce contexte opérationnel, ces mesures doivent être interprétées comme devant être réalisées à chaque rejet effectué. Le débit fait l'objet d'une mesure continue conforme aux exigences et est correctement déclaré quotidiennement, sur plusieurs jours consécutifs dans le cadre d'un rejet étalé dans le temps.

Pour les produits phytosanitaires, l'exploitant applique une méthodologie basée sur une liste préétablie de substances à analyser à chaque rejet. Cette liste, dernièrement actualisée en avril 2022 suite aux retours de l'inspection du 29 juin 2020, comprend actuellement 19 paramètres : Cuivre, Zinc, pH, DCO, Température de l'échantillon, Carbone organique total, ainsi que 13

produits phytosanitaires spécifiques. La liste des produits phytosanitaires intégrés à cette surveillance a été établie par l'exploitant sur la base des principales productions du site.

Cependant, cette approche par liste figée ne correspond pas formellement aux exigences réglementaires qui imposent l'analyse des « produits phytosanitaires susceptibles d'être présents dans l'effluent compte tenu des fabrications de l'établissement dans les semaines précédant l'analyse ». L'inspection considère que la prescription requiert une adaptation dynamique de la surveillance en fonction des productions récentes, ce qui n'est pas le cas actuellement et demande donc à l'exploitant de proposer une méthodologie permettant d'analyser les produits phytosanitaires susceptibles d'être présents dans l'effluent compte tenu des fabrications de l'établissement dans les semaines précédant l'analyse, en remplacement de la liste fixe actuellement utilisée.

En complément de la surveillance imposée par l'arrêté préfectoral du 1er mars 2017, l'établissement met en œuvre une surveillance trimestrielle dans le cadre de l'action RSDE (Recherche et Surveillance des Déchets dans l'Environnement), déclinée par l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2014 et l'arrêté ministériel du 24 août 2017.

La liste des substances surveillées dans ce cadre a été progressivement enrichie lors des inspections successives de juin 2020, mars 2021 et janvier 2024.

Suite à l'inspection du 23 janvier 2024, l'exploitant :

- À la demande de l'inspection, a intégré 16 substances supplémentaires à sa surveillance.
- S'est positionné, dans sa réponse datée du 14 juin 2024, concernant la présence possible des 11 substances du sous-tableau « autres substances de l'état chimique » du tableau du point 4 de l'article 32 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié. L'exploitant indique ainsi que la cyperméthrine est déjà surveillée en tant que matière active utilisée sur site, que le di(2-éthylhexyl)phthalate (DEHP) doit être ajouté à la surveillance car présent dans le laboratoire pour les étalonnages, et que les 9 autres substances ne sont pas présentes sur le site.

L'inspection valide cette approche méthodologique tout en rappelant que, de ce fait, le rejet des 9 substances non surveillées car non représentatives de l'activité selon l'exploitant est interdit. L'inspection constate que par ailleurs que le DEHP n'a pas encore été effectivement intégré à la surveillance trimestrielle et demande donc à l'exploitant de remédier à cette situation.

L'exploitant s'interroge légitimement sur la pertinence de maintenir la surveillance de certaines substances jamais détectées. Cette démarche d'optimisation est encadrée par l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2014, qui prévoit des critères précis pour l'abandon d'analyses :

- « L'analyse au rejet de certaines substances pourra être abandonnée après accord de l'inspection des installations classées, si au moins l'une des deux conditions suivantes est vérifiée :
 - La concentration moyenne (obtenue en effectuant la moyenne arithmétique pondérée par les débits des mesures effectuées) sur 4 analyses consécutives de la surveillance

pérenne est inférieure à la limite de quantification LQ définie dans le tableau [de l'annexe 1.2 de l'arrêté préfectoral du 08/09/2014]

- *Le flux journalier moyen calculé à partir de 4 analyses consécutives de la surveillance pérenne, est strictement inférieur à la valeur figurant dans la colonne A du tableau de l'annexe 1 à la note DGPR du 27 avril 2011. »*

En conséquence, l'inspection demande à l'exploitant de formaliser une demande d'ajustement de la surveillance trimestrielle en fournissant les justifications techniques requises pour ne conserver que les substances pertinentes selon les critères de l'arrêté du 8 septembre 2014.

Le cadre de surveillance, sous GIDAF, n'est actuellement pas adapté à cette surveillance. Il sera mis à jour par l'inspection à l'issue de cette démarche d'ajustement de la surveillance trimestrielle.

Point de rejet n°2 :

Les paramètres surveillés au point de rejet n°2 (débit, hydrocarbures totaux, MES) font l'objet d'une surveillance mensuelle conforme aux prescriptions. En revanche, le cadre de surveillance, sous GIDAF, n'est actuellement pas adapté à cette surveillance la mesure du débit n'étant pas requise. Il sera mis à jour par l'inspection comme signalé ci-dessus.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra :

- Sous trois mois, proposer et mettre en œuvre une méthodologie d'analyse adaptative pour les produits phytosanitaires, permettant d'identifier et d'analyser spécifiquement les substances susceptibles d'être présentes dans l'effluent en fonction des fabrications réalisées dans les semaines précédant chaque analyse, en remplacement du système de liste fixe actuellement utilisé.
- Sous trois mois et dès la prochaine campagne de mesure trimestrielle, intégrer le di(2-éthylhexyl)phthalate (DEHP) dans le programme de surveillance trimestrielle du point de rejet n°1, conformément à l'engagement pris dans le courrier du 14 juin 2024 et à la présence avérée de cette substance sur le site.
- Sous trois mois, formaliser une demande motivée d'optimisation de la surveillance trimestrielle pour ajuster la liste des substances surveillées aux seules substances pertinentes, en fournissant les justifications techniques et les données analytiques requises par l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2014 (démonstration de concentrations moyennes inférieures aux limites de quantification ou de flux journaliers moyens inférieurs aux seuils réglementaires, calculés sur 4 analyses consécutives).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Autosurveillance de la qualité des eaux des bassins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2017, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Afin de respecter les valeurs limites d'émission fixées à l'article 3.8 du présent arrêté, l'exploitant met en œuvre un programme d'autosurveillance de la qualité des eaux stockées dans les bassins avant leur rejet dans le milieu naturel.
Constats : L'exploitant met en œuvre un programme d'autosurveillance de la qualité des eaux stockées dans les bassins avant rejet. Ce programme suit la même méthodologie que celle appliquée au point de rejet n°1, avec le suivi de 19 paramètres : Cuivre, Zinc, pH, DCO, Température, Carbone organique total, et 13 produits phytosanitaires spécifiques. La procédure opérationnelle consiste à réaliser une mesure après filtration et recirculation des eaux du bassin. Dès réception des résultats confirmant la conformité, le rejet est initié et une nouvelle mesure au point de rejet est effectuée. Comme identifié au point de contrôle précédent concernant le rejet n°1, l'approche par liste fixe de produits phytosanitaires ne correspond pas aux exigences réglementaires qui imposent une surveillance adaptée aux fabrications récentes. Cette même problématique s'applique logiquement à la surveillance des eaux de bassin. L'inspection demande à l'exploitant de proposer un suivi adaptatif des eaux de bassin pour les produits phytosanitaires, en cohérence avec la méthodologie demandée pour le point de rejet n°1, tout en préservant la gestion actuelle des eaux en maîtrisant le délai pour obtenir les résultats d'analyse nécessaires à l'initiation du rejet.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous 3 mois, l'exploitant devra : <ul style="list-style-type: none"> Proposer un suivi adaptatif des eaux de bassin pour les produits phytosanitaires, permettant d'identifier et d'analyser les substances susceptibles d'être présentes en fonction des fabrications réalisées dans les semaines précédant chaque analyse, en remplacement du système de liste fixe actuellement utilisé, tout en maîtrisant le délai de réception des résultats d'analyse pour ne pas remettre en cause la gestion actuelle des eaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2017, article 3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : Les caractéristiques des effluents liquides rejetés par l'établissement dans le collecteur de la Zone Industrielle doivent permettre au milieu récepteur final de respecter les objectifs de qualité qui lui sont assignés. Ils doivent en outre, avant rejet dans le collecteur, présenter les caractéristiques

suivantes :

- absence de coloration particulière (mesuré selon la norme NFT 90034),
- température : < 30 °C,
- pH compris entre 5,5 et 8,5,
- absence de produits susceptibles de dégager en égouts, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables,
- absence de débris solides,
- absence de matières flottantes, déposables ou précipitables,
- absence de substances capables d'entraîner la destruction du poisson à l'aval du point de déversement.

Constats :

L'article 3.7 de l'arrêté préfectoral du 1 mars 2017 fixe les caractéristiques minimales que doivent présenter les effluents liquides avant leur rejet dans le collecteur de la zone industrielle, afin de garantir le respect des objectifs de qualité du milieu récepteur final (le Gave de Pau).

Conformément à l'article 3.4 de ce même arrêté, l'exploitant dispose d'une convention de rejet, établie le 17 décembre 2022, avec le Syndicat Mixte d'Eau et d'Assainissement Gave et Baïse.

L'examen des données de suivi issues de la plateforme GIDAF, couvrant la période d'octobre 2023 à septembre 2025, montre que :

- Le pH des effluents reste conforme aux valeurs prescrites (aucun dépassement constaté) ;
- Le paramètre de coloration n'est pas actuellement mesuré par le laboratoire en charge des analyses. L'exploitant indique que la vérification de l'absence de coloration est réalisée visuellement par les opérateurs avant tout déclenchement de rejet ;
- Les autres critères qualitatifs (absence de débris solides, de matières flottantes, de gaz ou vapeurs dangereux, etc.) sont également appréciés visuellement par les opérateurs avant rejet.

L'inspection demande à l'exploitant de :

- Mettre en place un suivi documenté et traçable des paramètres vérifiés visuellement ;
- D'intégrer à son programme d'autosurveillance la mesure de la coloration du rejet conformément à la norme NFT 90-034.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous trois mois, l'exploitant doit :
<ul style="list-style-type: none"> Mettre en place la mesure de la coloration des effluents conformément à la norme NFT 90-034, et en assurer la traçabilité dans les rapports d'analyse ; Formaliser le contrôle visuel des autres paramètres avant rejet (absence de débris solides, matières flottantes, gaz ou vapeurs dangereux, etc.) et en assurer la traçabilité par tout moyen adapté (registre, procédure interne, enregistrement dans le système qualité, etc.).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Valeurs limite d'émission des eaux résiduaires avant rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2017, article 3.8
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3.8 de l'arrêté préfectoral du 01/03/2017 Toute dilution réalisée en vue de respecter les valeurs ci-dessous fixées est interdite. [...]</p> <p><u>Effluents au point de rejet n°1 (aux pluviales collectées sur les aires bétonnées de l'usine et donc susceptibles d'être polluées du fait de l'activité industrielle, et eaux d'extinction incendie) :</u> Ceux-ci doivent présenter les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> débit maximal de 1 440 m³/j ; pH compris entre 5,5 et 8,5 (norme NFT 90008) ; DCO sur effluent non décanté (norme NFT 90101) < 300 mg/l ; DBO₅ sur effluent non décanté (norme NFT 90103) < 100 mg/l ; MES sur effluent non décanté (norme NFT 90105) < 100 mg/l ; hydrocarbures totaux (normes NFT 90114 et 90202) < 5 mg/l ; azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal et l'azote oxydé (normes NFT 90110, 90015, 90012 et 90013) < 30 mg/l ; phosphore total (norme NFT 90023) < 10 mg/l ; zinc et ses composés < 500 g/j ; Produits phytosanitaires susceptibles d'être présents dans l'effluent compte tenu des fabrications de l'établissement dans les semaines précédant le rejet : <ul style="list-style-type: none"> < 0,05 mg/l pour les substances très toxiques pour l'environnement aquatique ; < 1,5 mg/l pour les substances toxiques ou néfastes à long terme pour l'environnement aquatique ; < 4 mg/l pour les substances nocives pour l'environnement ; <p>À la date du présent arrêté et compte tenu des informations fournies par l'exploitant, les substances concernées au regard de l'exploitation normale de l'établissement (hors épisode de pollution) sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> substances toxiques ou néfastes à long terme : glyphosate, nicosulfuron, propisochlore, captane, chlorothalonil, prométrine.

Cette liste est susceptible d'évoluer en fonction des fabrications de l'établissement.

Effluents au point de rejet n°2 (eaux pluviales du parking extérieur susceptibles d'être polluées du fait de la présence de véhicules)

Celles-ci doivent présenter les caractéristiques suivantes avant rejet dans le collecteur :

- Hydrocarbures totaux (normes NFT 90114 et NFT 90202) < 10 mg/l ;
- MES sur effluent non décanté (norme NFT 90105) < 100 mg/l

Constats :

La prescription présente des valeurs limites partiellement inadaptées pour certaines substances au point de rejet n°1. Suite aux inspections des 30/06/2020, 02/03/2021 et 23/01/2024, les valeurs limites ont été révisées conformément aux articles 32 et 33 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 modifié.

Désormais, pour la plupart des produits phytosanitaires, la valeur limite applicable est fixée à 25 µg/l et pour le zinc elle est de 0,8 mg/l. Ces nouvelles valeurs limites ont été consolidées lors des inspections précédentes pour l'ensemble des substances intégrées à l'autosurveillance des rejets aqueux.

La comparaison des données d'autosurveillance entre novembre 2023 et octobre 2025 par rapport aux valeurs limites de l'arrêté préfectoral applicable et de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 ne révèle aucun dépassement des valeurs limites pour l'ensemble des paramètres contrôlés aux deux points de rejet, y compris :

- pour le débit maximum journalier
- et pour les paramètres mesurés suite aux précédentes inspections (cf. point de contrôle 2 ci-dessus)

En cohérence avec les demandes formulées précédemment concernant la révision de la méthodologie de surveillance et l'ajustement de la liste des substances surveillées trimestriellement, il est pertinent de procéder simultanément à la mise à jour des valeurs limites d'émission. Il est donc demandé à l'exploitant de solliciter la modification de l'article 3.8 pour mettre en conformité les valeurs limites d'émission avec la réglementation applicable au site, lors des démarches de porter à connaissance relatives aux autres demandes formulées dans le présent rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois